NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE

Distr.
GENERALE

A/CN.4/268/Add.1
9 avril 1973
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS-ESPAGNOL

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Vingt-cinquième session
Genève, 7 mai-13 juillet 1973

NOMINATION A DES SIEGES DEVENUS VACANTS APRES ELECTION

Additif à la note du Secrétariat

I

Liste de candidats

Les candidatures suivantes ont été présentées pour pourvoir les sièges devenus vacants par suite du décès de M. Gonzalo Alcívar (Equateur) et de l'élection de M. Nagendra Singh (Inde), de M. José María Ruda (Argentine) et de sir Humphrey Waldock (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) aux fonctions de juges à la Cour internationale de Justice :

M. Fernando Alvarez Tabío (Cuba)

M. Juan José Calle y Calle (Pérou)

M. Hugo Caminos (Argentine)

M. Héctor Gros-Espiell (Uruguay)

M. Alfredo Martínez Moreno (El Salvador)

M. C. W. Pinto (Sri Lanka)

M. Sompong Sucharitkul (Thaïlande)

M. Mario Valenzuela (Chili)

Sir Francis Vallat (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

II

Curriculum vitae des candidats

M. Fernando ALVAREZ TABIO

(Cuba)

/Original : espagnol/

Né à La Havane (Cuba), le 15 juillet 1907.

Etudes

Bachelier ès lettres et ès sciences, Institut d'enseignement secondaire de La Havane, 1924.

Docteur en droit civil et docteur en droit public, Université de La Havane, 1927-1928.

Carrière et expérience

Est entré dans la magistrature en octobre 1933. A occupé divers postes de juge municipal jusqu'en 1947, date à laquelle il a été promu, sur concours, au poste de juge au tribunal de Las Villas.

Promu, sur concours, juge au tribunal de La Havane en 1950; affecté à la Chambre civile et à la Chambre du contentieux administratif.

Promu sur titres Président du tribunal en 1957. En juin 1958, démis de ses fonctions pour avoir élevé des protestations auprès du Tribunal suprême contre les crimes du régime tyrannique établi à Cuba par Fulgencio Batista.

A l'issue de la révolution, le 1er janvier 1959, a été nommé juge à la Chambre des garanties constitutionnelles et sociales du Tribunal suprême de justice, poste qu'il occupe actuellement.

En 1960, a été nommé professeur de droit constitutionnel comparé à l'Ecole des sciences politiques de l'Université de La Havane.

Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies en 1964 et 1965.

Membre de la délégation cubaine à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972. Au cours de ces cessions, a représenté son pays à la Sixième Commission.

Chef de la délégation cubaine à la Conférence d'Helsinki - juin 1970 - de l'Association internationale des juristes démocrates.

Chef de la délégation cubaine à la Conférence de Vienne sur le droit des traités, 1968-1969.

Chef de la délégation d'experts cubains à la Conférence de Genève sur le droit international humanitaire de 1972, convoquée par le Comité international de la Croix-Rouge.

Professeur de droit international public à l'Institut du service extérieur du Ministère des relations extérieures de Cuba.

Membre de la Commission des hautes études politiques du Ministère des relations extérieures de Cuba.

Publications

Origen y evolución de los derechos del Hombre, La Havane, 1942, 285 pages.

Teoría general de la Constitución cubana, La Havane, 1946, 357 pages.

Proceso contencioso-administrativo, La Havane, 1954, 607 pages.

Procedimiento contencioso-administrativo, La Havane, 1958, 329 pages.

Recurso de inconstitucionalidad, La Havane, 1969, 209 pages.

A publié de nombreux articles sur des questions de droit international, dans des revues cubaines et étrangères, entre autres :

La base naval de Guantánamo y el derecho internacional, Revue de droit contemporain, Bruxelles, 10ème année, No 1/1963.

El pretenso derecho de intervención y la autodefensa simulada, Revista de política internacional, La Havane, 1963, No 2.

Principio de la no-ingerencia en los asuntos internos de los Estados y cuestión de las bases militares en territorio extranjero, ibid., 1964, No 6.

El delito de genocidio en Vietnam, ibid., 1966, No 15.

El Tribunal internacional de crímenes de guerra, ibid., 1967, No 18.

La Codificación de los principios de derecho internacional, ibid., 6ème année, No 21.

La Conferencia de París, ibid., 7ème année, No 25.

Derecho y Paz en las relaciones internacionales, Revista Cuba socialista, La Havane, 4ème année, No 37.

La aplicación de la ley cubana en el espacio, Revista jurídica cubana, 1972.

M. Juan José CALLE Y CALLE

(Pérou)

/Original : espagnol/

Né à Arequipa (Pérou), le 12 mars 1925.

Fonctions actuelles : Sous-Secrétaire à la politique extérieure, Ministère des relations extérieures du Pérou.

Avocat.

Entré dans la carrière diplomatique en 1947.

Membre de la délégation péruvienne auprès de la Cour internationale de Justice en 1949-1951.

Secrétaire d'ambassade au Brésil (1953) et à l'ONU (1953-1956).

Chef du Département de l'Amérique du Nord de la Direction diplomatique du Ministère des relations extérieures.

Chef de cabinet du Ministre des relations extérieures, 1958-1962.

Chargé d'affaires et Conseiller de l'Ambassade du Pérou en Espagne, 1964-1969.

Ministre conseiller de l'Ambassade du Pérou en Espagne, 1965-1969.

Délégué du Pérou à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne, 1968-1969.

Directeur des questions politiques au Ministère des relations extérieures, 1970.

Délégué du Pérou aux quinzième, seizième et dix-septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Délégué du Pérou aux première, deuxième et troisième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Délégué aux première, deuxième et troisième sessions ordinaires de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Délégué du Pérou à la réunion du Conseil de sécurité, tenue à Panama en 1973.

Ancien professeur de droit international de l'Université pontificale catholique du Pérou.

Ancien professeur de droit international de l'Université nationale San Martín de Porras, Lima.

Professeur de droit diplomatique à l'Académie diplomatique du Pérou.

Membre de la Société péruvienne de droit international.

Publications : "Publicidad y Registro de los Tratados Internacionales", UNSM, Lima, 1956.

M. Hugo CAMINOS

(Argentine)

/Original : espagnol/

Né à Buenos Aires, le 16 mars 1921.

Conseiller juridique au Ministère des relations extérieures et du culte.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye depuis 1962.

Conseiller académique de la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires depuis 1970.

Etudes universitaires

Docteur en droit de l'Université de Buenos Aires (1964).

Avocat, diplômé de la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires (1942).

Cours et séminaires de droit et de relations internationales : Université de Californie (Berkeley), Université Columbia (New York) et New School for Social Research (1945-1946).

Activités professorales

Professeur titulaire de droit international public à la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires depuis 1969, désigné sur la recommandation du jury comprenant les professeurs Eduardo Jiménez de Aréchaga, Isidoro Ruiz Moreno et César Díaz Cisneros. Précédemment professeur adjoint (1956), puis professeur associé (1959) à la même faculté.

Professeur de droit international public (1963), de droit relatif aux organismes internationaux (1967) et de droit relatif aux institutions internationales (1972) à l'Institut du service extérieur du Ministère des relations extérieures et du culte.

Professeur de droit international public expressément chargé des cours spécialisés de doctorat à la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires :

Année universitaire 1966 : Apports de la jurisprudence internationale au développement du droit international.

Année universitaire 1967 : Les orientations actuelles de la protection internationale des droits de l'homme.

Année universitaire 1968 : Le droit de la mer dans les Conventions de Genève de 1958.

Année universitaire 1969 : La Convention de Vienne sur le droit des traités.

Année universitaire 1970 : L'exploration et l'exploitation du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

Année universitaire 1971 : Les problèmes de la mer devant la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer de 1973.

Année universitaire 1972 : Etude du rôle de la Cour internationale de Justice.

Professeur chargé des conférences et séminaires consacrés à la question du "Règlement pacifique des différends dans le système interaméricain" dans le cadre du cours organisé à Buenos Aires par l'Académie de droit international de La Haye (1972).

Professeur désigné pour le premier cours régional de formation et de recyclage des Nations Unies sur le droit international pour l'Amérique latine, organisé par l'UNITAR à Caracas, au Venezuela (1973), pour traiter de la question de "La nullité des traités dans la Convention de Vienne sur le droit des traités".

Directeur d'études (section de langue anglaise) désigné pour les séminaires d'études spécialisées lors de la session de 1973 de l'Académie de droit international de La Haye.

Activités professionnelles et universitaires

Représentant titulaire à la Sixième Commission (Questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies lors des vingt-sixième et vingt-septième sessions (1971 et 1972).

Membre du Conseil de l'Ordre des avocats de Buenos Aires (1969 et 1970).

Conseiller de la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires représentant les professeurs titulaires et associés (1962-1966).

Directeur d'études et Membre du Comité directeur de l'Association de droit international (section Argentine) depuis 1970.

Membre du Comité international des ressources minérales des fonds marins de l'Association de droit international (1970-1972).

Invité à étudier les méthodes d'enseignement du droit international aux Etats-Unis par le Département d'Etat (1957), à Paris par le Ministère français des affaires étrangères (1964) et au Royaume-Uni par le British Council (1964).

Journaliste accrédité auprès de la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale (San Francisco, 1945).

Participation à des réunions et colloques internationaux

Quarante et unième réunion annuelle de l'American Political Science Association (Philadelphie, 1946).

Conférences interaméricaines de juristes : Montevideo (1951), San Pablo (1954) et Buenos Aires (1957).

Cinquante et unième réunion annuelle de l'American Society of International Law (Washington, 1957).

Réunion sur les problèmes du droit international en Amérique, organisée par l'Institut uruguayen de droit international (Montevideo, 1959).

Journées consacrées au droit de la navigation à la Faculté de droit et de sciences sociales de Buenos Aires (1959).

Journées de droit international organisées par l'Institut argentin de droit international à Buenos Aires (1960).

Cinquante-troisième et cinquante-quatrième conférences de l'Association de droit international à Buenos Aires (1968) et à La Haye (1970).

Réunion du Comité des ressources minérales des fonds marins de l'Association de droit international (Heidelberg, 1971).

Septième Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer à la University of Rhode Island (Kingston, Rhode Island, 1972).

Institutions dont l'intéressé est membre

Ordre des avocats de Buenos Aires.

Institut argentin de droit international.

Association de droit international (section Argentine).

Membre correspondant permanent en Argentine du Hans Kelsen Institut de Vienne.

American Society of International Law.

Association argentine de droit comparé.

British Institute of International and Comparative Law.

David Davies Memorial Institute of International Studies.

Publications relatives au droit international

Bibliographie de Hans Kelsen (en collaboration), Tipográfica, éditeur, Buenos Aires (1949).

L'enseignement universitaire du droit international public aux Etats-Unis. Revista Jurídica de Buenos Aires, No III (1958), 137 pages.

La Cour internationale de Justice. Cours destiné à l'enseignement des questions relatives aux Nations Unies, Faculté des sciences économiques, commerciales et politiques de l'Universidad Nacional del Litoral à Rosario (1961), 129 pages.

Les réserves dans les conventions multilatérales. Travail présenté pour le concours de recrutement des professeurs associés de la Faculté de droit et de sciences sociales de Buenos Aires (1959).

Le Secrétaire général des Nations Unies et les territoires sous tutelle. Conférence faite sous les auspices de l'Institut de droit international de la Faculté de sciences économiques, commerciales et politiques de l'Universidad del Litoral de Rosario, en 1962 et 1963 (à paraître).

La Convention européenne sur les droits de l'homme : résultat d'une expérience internationale. Conférence faite à l'Institut naval des conférences le 29 avril 1968 dans le cadre de la célébration de l'Année internationale des droits de l'homme (Buenos Aires, 1969).

L'union postale des Amériques et de l'Espagne et le transport maritime international de la correspondance. Thèse de doctorat (Buenos Aires, 1964).

Les Nations Unies et la décolonisation. Conférence faite dans le cadre du cours sur l'organisation internationale de l'Institut catholique d'études sociales de Buenos Aires (1971) (sous presse).

Principes de droit international public, par Hans Kelsen. Traduction en espagnol (en collaboration), El Ateneo, Buenos Aires (1968).

Notes et commentaires bibliographiques publiés dans diverses revues de droit.

M. Héctor GROS-ESPIELL

(Uruguay)

/Original : espagnol/

Né à Montevideo, le 17 septembre 1926.

Docteur en droit et en sciences sociales de l'Université de Montevideo (1951).

Professeur de droit constitutionnel à la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Montevideo (1959).

Ambassadeur (1965).

Membre du Tribunal administratif des Nations Unies (1961-1970).

Conseiller auprès du Ministère des relations extérieures (1964-1967).

Secrétaire du Conseil national du gouvernement (1961).

Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des relations extérieures (1963-1964).

Délégué de l'Uruguay aux huitième et neuvième Conférences générales de l'UNESCO (1954-1958).

Délégué de l'Uruguay à la vingt et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Délégué de l'Uruguay aux sixième et septième Réunions de consultation des ministres américains des relations extérieures (1961).

Délégué de l'Uruguay à la Conférence extraordinaire du Conseil économique et social interaméricain à Punta del Este (1961).

Délégué de l'Uruguay aux deuxième et troisième Conférences interaméricaines extraordinaires (1965-1966).

Chef de la délégation uruguayenne à la Conférence de Panama en vue de présenter des réformes à la Charte de l'Organisation des Etats américains.

Délégué de l'Uruguay à la réunion spéciale de représentants présidentiels (1967).

Conseiller du Président de la République à la Conférence des chefs d'Etat américains.

Représentant permanent de l'Uruguay au GATT (1967-1972).

Représentant permanent de l'Uruguay auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et auprès des institutions spécialisées ayant leur siège à Genève (1967-1972).

Membre du Conseil d'administration de l'Institut international des droits de l'homme (Fondation René Cassin) à Strasbourg.

Membre de la Société française de droit international (Paris).

Membre de l'Association uruguayenne de droit international.

Membre de l'Académie mexicaine de droit international.

Membre de l'Institut hispano-lusitano-américain de droit international.

Membre correspondant de l'Institut d'études politiques (Madrid).

Membre de l'Institut d'histoire (Montevideo).

Grand-croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique (Espagne).

Grand-croix de l'Ordre d'Alfonse le Sage (Espagne).

Grand-croix de l'Ordre du Mérite civil (Espagne).

Grand-croix de l'Ordre del Condor de los Andes (Bolivie).

Grand-croix de l'Ordre du Cruzeiro do Sul (Brésil).

Grand-croix de l'Ordre du Mérite (Pérou).

Grand-croix de l'Ordre du Mérite de la République du Chili.

Grand-croix de l'Ordre Andrés Bello (Venezuela).

Grand officier de l'Ordre du Mérite de la République italienne.

Grand officier de l'Ordre du Cèdre du Liban.

Croix de première classe de l'Ordre de la République (République arabe d'Egypte).

Commandeur de l'Ordre du mérite de Malte, Ordre souverain de Malte.

Est l'auteur de plusieurs ouvrages et études de droit public, et notamment des publications suivantes :

La Constitución y los Tratados Internacionales, Revista del Colegio de Abogados del Uruguay, vol. II, No 3, Montevideo, 1958; deuxième édition révisée dans Política Exterior de la República, Cuestiones de Derecho Internacional, Montevideo, 1963.

El Protocolo del Rio de La Plata, Revista Nacional, No 219, Montevideo, 1964.

Le Régime juridique du Rio de La Plata, Annuaire français de droit international, 1964.

Informe sobre el Tratado de Limites del Rio Uruguay, Diario de Sesiones de la Cámara de Representantes, vol. 569, p. 204, Montevideo, 1965.

El Uruguay y la Preservación de la Paz, Revista Nacional, No 221, deuxième époque, vol. IX, Montevideo, 1964; Revista de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, année XVI, No 1-2; Yugoslovenska Revja za Medudodno Pravo, No 1, Belgrade, 1965; Ed. de l'Instituto Israel, España, Iberoamérica (en hébreu), Jérusalem, 1965.

El Uruguay y el Protectorado Ingles, Revista Nacional, vol. XI, No 228-229, Montevideo, avril-septembre 1966.

El Proceso de la Reforma Constitucional, Cahier No 19, faculté de droit et des sciences sociales, Montevideo, 1967.

Le processus de la réforme de l'Organisation des Etats américains, Annuaire français de droit international, 1968.

La Integración Economica de America Latina y la Constitución Uruguaya, Temas Jurídicos, Montevideo, 1968, Verfassung und Recht in Ubersee, premier trimestre 1969; La Aduana Uruguaya, cinquante-sixième année, No 739, 1970.

La mer territoriale dans l'Atlantique sud-américain, Annuaire français de droit international, 1970.

Universalidad e Ideologia en la Organización internacional del Trabajo, Revista Española de Política Social, 1971.

La Clausula de la Nación mas Favorecida, su Sentido Actual en el Acuerdo General Sobre Aranceles y Comercio, Revista Española de Derecho Internacional, vol. XX, No 3, juillet-septembre 1967; Revista de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, dix-neuvième année, No 1-2, Montevideo, 1968; The most favored nation clause, its present significance in GATT, World Trade Law Review, Vol. 5, No 1, janvier-février 1971.

/...

La Libertad Sindical en la Constitución de la OIT. Dans l'ouvrage collectif Estudios en honor de Francisco de Ferrari, Faculté de droit, Montevideo, 1972.

La clause de la nation la plus favorisée, la communauté et l'aide aux pays en voie de développement, Revue du Marché commun, novembre 1971.

/...

M. Alfredo MARTINEZ MORENO

(El Salvador)

/Original : espagnol/

Date de naissance : 1er septembre 1923.

Nationalité : Salvadorienne.

Parents : Francisco Martínez Suárez et Clara Moreno Cañas, épouse Martínez Suárez (décédés).

Etat civil : Marié à Alicia Rivera López.

Enfants : Clara Alicia et Ricardo Alfredo.

Etudes : Primaires : Lycée salvadorien et Ecole Buenaventura Corrales (Costa Rica).

Secondaires : Bachelier ès sciences et ès lettres du Lycée Costa Rica (1941).

Universitaires : Etudes supérieurs à l'Université Drew, Madison, New Jersey, A.B. (avec mention) (de 1942 à 1945 compris).

Docteur en jurisprudence et en sciences sociales de l'Université autonome d'El Salvador (1955).

Fonctions : Sous-Chef du Département des organisations internationales au Ministère des relations extérieures (1949-1950).

Chef du Département des organisations et conférences internationales au Ministère des relations extérieures (1951).

Secrétaire général de la Réunion préliminaire des ministres des relations extérieures d'Amérique centrale (octobre 1951).

Délégué extraordinaire du Ministère des relations extérieures et collaborateur du Département des organisations et conférences internationales (1954).

Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des relations extérieures (septembre 1956-1960).

Chargé du Bureau des relations extérieures (septembre-novembre 1957; avril-mai 1958; septembre-novembre 1958, mars 1959; octobre 1959, janvier 1960; juin 1960 et août 1960).

Ministre des relations extérieures (1er juillet 1967).

Président de la Cour suprême de Justice (27 janvier 1968).

Missions officielles :

Délégué à la quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Lake Success et Flushing Meadows, New York (1949).

Conseiller du Ministère des relations extérieures à la quatrième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures des Républiques américaines, Washington, D.C. (1951).

Ministre chargé de mission spéciale auprès des Gouvernements de la Colombie, de l'Equateur, du Panama et du Pérou (août et septembre 1951).

Conseiller de la délégation salvadorienne à la Réunion du Conseil d'administration de l'Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (décembre 1951).

Conseiller de la délégation salvadorienne à la première Réunion du Comité de coopération économique des ministres de l'économie de l'Amérique centrale (Tegucigalpa, Honduras, août 1952).

Conseiller de la délégation salvadorienne à la Réunion préliminaire du Conseil économique de l'Organisation des Etats d'Amérique centrale (Tegucigalpa, Honduras, août 1962).

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en mission officielle auprès des Gouvernements du Panama, du Costa Rica, du Nicaragua et du Honduras (février 1953).

Délégué d'El Salvador à la cinquième session de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), tenue à Petropolis, Brésil (avril 1953).

Conseiller du Ministre des relations extérieures à la deuxième Réunion extraordinaire des ministres des relations extérieures d'Amérique centrale, tenue à Managua, Nicaragua (juillet 1953).

Conseiller technique de la délégation salvadorienne à la cinquième Conférence des ministres de l'agriculture d'Amérique centrale, du Mexique et du Panama, tenue à San Salvador (octobre 1953).

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en mission spéciale à la commémoration du cinquantenaire de l'indépendance du Panama et aux cérémonies de transmission du pouvoir au Costa Rica (novembre 1953).

Membre de la mission salvadorienne chargée de négocier le Protocole additionnel au traité de libre-échange entre El Salvador et le Honduras (Tegucigalpa, Honduras, janvier 1954).

Délégué à la dixième Conférence interaméricaine (Caracas, Venezuela, mars 1954).

Conseiller du Ministère de l'agriculture et de l'élevage à la Réunion du Comité international régional pour l'hygiène dans l'agriculture et l'élevage (Guatemala, juillet 1955).

/...

Conseiller du Ministère des relations extérieures à la première Réunion ordinaire des ministres des relations extérieures d'Amérique centrale (Guatemala, août 1955).

Conseiller de la délégation salvadorienne à la troisième session du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (Managua, janvier 1956).

Délégué à la Conférence interaméricaine sur la protection des ressources marines : plateau continental et eaux océaniques (Saint-Domingue, République Dominicaine, mars 1956).

Chef de la délégation salvadorienne à la Conférence sur le régime juridique de la mer (Genève, Suisse, février 1958).

Chef de la mission spéciale d'El Salvador aux cérémonies de transmission du pouvoir au Venezuela (février 1959).

Chef de la délégation salvadorienne à la deuxième session de la Commission spéciale du Conseil de l'Organisation des Etats américains (Comité des Vingt et Un), Buenos Aires (avril-mai 1959).

Conseiller du Ministre des relations extérieures à la quatrième Réunion extraordinaire des ministres des relations extérieures d'Amérique centrale, tenue à San Salvador (février 1960).

Chef de la délégation salvadorienne à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, Suisse (mars 1960).

Ambassadeur en mission spéciale auprès du Gouvernement japonais (avril 1960).

Chef de la délégation salvadorienne à la Réunion de conciliation pour les différends entre El Salvador et le Honduras, Antigua, Guatemala (août 1967).

Chef de la délégation salvadorienne à la Conférence des ministres des relations extérieures des pays du Marché commun de l'Amérique centrale et de l'Association latino-américaine de libre-échange (Asunción, Paraguay, septembre 1967).

Ambassadeur en mission spéciale auprès du Président du Brésil, Brasilia (septembre 1967).

Chef de la délégation salvadorienne à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies , New York (octobre 1967).

Chef de la délégation salvadorienne à la troisième session de la douzième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures des Républiques américaines, tenue à Washington, D.C. (octobre 1967).

Chef de la délégation salvadorienne à la troisième Conférence ordinaire des ministres des relations extérieures de l'Organisation des Etats d'Amérique centrale, tenue à Managua (Nicaragua) en décembre 1967.

Membre, en tant que Ministre des relations extérieures, de la suite du président Fidel Sánchez Hernández lors de son voyage officiel au Mexique (23-26 janvier 1968).

Ambassadeur par intérim auprès du Conseil de l'Organisation des Etats américains (juillet 1969).

Membre de la délégation salvadorienne à la treizième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures des Républiques américaines (Washington, D.C., juillet 1969).

Délégué à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, septembre 1969.

Missions non officielles :

Délégué à la Conférence américaine sur la paix du monde par le règne du droit (San José, Costa Rica, 1961).

Délégué au quatrième Congrès hispano-lusitano-américain de droit international (Bogotá, Colombie, 1962).

Délégué à la Conférence mondiale sur la paix du monde par le règne du droit (Athènes, Grèce, 1963).

Délégué à la session inaugurale de l'Institut interaméricain d'études juridiques internationales (Bogotá, Colombie, 1964).

Participant au Séminaire sur les problèmes juridiques et institutionnels de l'intégration économique (Miami, Floride, 1964).

Participant au Congrès d'avocats d'Amérique centrale (San José, Costa Rica, 1965).

Participant à la Réunion de professeurs américains sur la promotion de la paix mondiale (Washington, D.C., 1966).

Délégué à la Conférence d'intellectuels américains (Mexico, D.F., 1966).

Délégué au cinquième Congrès hispano-lusitano-américain du droit international (Saint-Jacques de Compostelle, Espagne, 1966).

Délégué au septième Congrès hispano-lusitano-américain de droit international (Buenos-Aires, Argentine, août 1969).

Autres fonctions :

Membre du secrétariat de la Commission de rédaction de l'avant-projet de constitution politique (1950).

Trésorier de la Commission salvadorienne de coopération avec l'UNESCO (1950).

/...

Membre des commissions mixtes de commerce El Salvador-Guatemala; El Salvador-Nicaragua; El Salvador-Honduras et El Salvador-Costa Rica.

Membre titulaire de la Commission nationale du commerce extérieur (1953-1960).

Membre de la Commission mixte El Salvador-Guatemala pour la réglementation de l'exploitation des eaux du lac Güija (1956).

Sous-Secrétaire d'Etat à la Justice (1956).

Arbitre dans l'affaire concernant les réclamations relatives à la construction du port d'Acajutla (désigné par la Salzgitter Industriebau Gesellschaft de la République fédérale d'Allemagne, 1961).

Membre de la Commission des frontières d'El Salvador et du Honduras (1964).

Président de la société Dante Alighieri d'El Salvador.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut de culture hispanique d'El Salvador.

Membre du Conseil d'administration de la société bolivarienne d'El Salvador.

Fonctions dans l'enseignement :

Professeur de droit international public et diplomatique de l'Université d'El Salvador.

Professeur de droit international de l'Ecole militaire des hautes études d'El Salvador (1962-1964).

Membre du Conseil d'administration de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université d'El Salvador (1959).

Chargé du cours sur les problèmes juridiques et institutionnels de l'intégration de l'Amérique centrale, organisé par l'Institut interaméricain d'études juridiques internationales, la Banque interaméricaine de développement et l'Institut de droit comparé d'Amérique centrale (San Salvador, 1966).

Invité à participer en tant que professeur au cours sur les organisations juridiques et économiques de l'Amérique latine (Faculté internationale de Strasbourg pour l'enseignement du droit comparé et Institut de culture hispanique, Madrid, 1965). De nouveau invité aux cours donnés à Madrid en 1966 et 1968.

Invité par le Gouvernement britannique à visiter des centres universitaires et autres lieux d'intérêt en Grande-Bretagne (Londres, Oxford, Stratford on Avon, Edimbourg, octobre 1966).

Invité en tant que professeur par l'Université de Montevideo et le Centre de formation de fonctionnaires internationaux de Rio de Janeiro, Brésil (août 1969).

Décorations :

Commandeur de l'Ordre d'Isabelle la Catholique (Encomienda de Número) (Espagne).

Croix d'Or Lateranensis, Saint-Siège.

Plaque de l'Ordre de l'Etoile brillante, Chine.

Grand Officier de l'Ordre Cruzeiro do Sul, Brésil.

Grand Officier de l'Ordre du Mérite, Equateur.

Grand-croix de l'Ordre du Mérite, Paraguay.

Grand-croix de l'Ordre national du Mérite Mambi, Cuba.

Grand-croix de l'Ordre du Soleil du Pérou.

Grand-croix de l'Ordre de Vasco Núñez de Balboa, Panama.

Grand-croix de l'Ordre du Mérite de la République italienne.

Grand-croix de l'Ordre du Quetzal, Guatemala.

Grand-croix de l'Ordre de Carlos Manuel Céspedes, de Cuba.

Grand-croix de l'Ordre du Mérite, Equateur.

Grand-croix de l'Etoile brillante, Chine.

Grand cordon de l'Orden del Libertador, Venezuela.

Grand-croix de l'Ordre du Mérite Bernardo O-Higgins, Chili.

Grand-croix du Mérite de la République fédérale d'Allemagne, avec étoile et cordon.

Grand-croix de l'Orden del Libertador San Martín, Argentine.

Bande de première classe de l'Ordre mexicain de l'Aigle Aztèque.

Grand-croix de l'Ordre des Nuages propices, Chine.

Grand-croix de l'Ordre de Manuel Amador Guerrero, Panama.

Grand-croix de l'Ordre de Boyacá, Colombie.

Autres distinctions :

Membre de la Sigma Phi Honor Society de l'Université Drew.

Médaille d'Or de l'Université autonome d'El Salvador (1947).

/...

Membre titulaire de la Academia Salvadoreña de la Lengua.

Membre correspondant hispano-américain de la Real Academia Española.

Vice-Directeur de la Academia Salvadoreña de la Lengua.

Membre de l'Institut britannique de droit international et comparé.

Membre de l'Institut interaméricain d'études juridiques internationales et de son conseil d'administration.

Membre du Centre de la paix du monde par le règne du droit.

Membre de l'Association des avocats d'El Salvador.

Membre de la Société américaine de droit international.

Membre du cercle d'avocats salvadoriens.

Membre de l'Institut hispano-lusitano-américain de droit international (dont il était auparavant membre associé) et de son conseil d'administration.

Membre d'honneur du Colegio Mayor Fonseca (Université de Saint-Jacques de Compostelle).

Diplôme d'honneur de l'Université Drew (1968).

Membre d'honneur du Barreau mexicain (1968).

Membre associé de l'Association Francisco de Vitoria (1969, Madrid, Espagne).

Publications :

Consideraciones sobre el Principio Constitucional Relativo al Mar Territorial y al Zócalo Continental.

La Conferencia de Washington de 1907 y la Corte de Justicia Centroamericana.

La Reglamentación Jurídica de los Espacios Marítimos y de la Plataforma Submarina.

La Comisión Económica en la Conferencia de Caracas.

La Efigie de Lincoln.

Fray Francisco de Vitoria, El doctor Humano (discours de réception à l'Academia Salvadoreña de la Lengua).

Balance Crítico de la Obra de las Naciones Unidas en Dos Décadas de su Existencia.

/

Aspectos Jurídicos de las Integraciones Económicas.

El Derecho Humanitario de la Guerra (en préparation).

Conférences :

La Política Exterior de El Salvador (Ecole normale supérieure, San Salvador, 1955).

Los Derechos Humanos desde el Punto de Vista Internacional (Faculté de lettres, Université d'El Salvador, 1959).

El Canal de Nicaragua y el Tratado Bryan-Chamorro (Ecole militaire des hautes études, San Salvador, 1964).

La Organización de Estados Centroamericanos (six conférences à l'Institut de culture hispanique, Madrid, Espagne, 1965).

La Problemática Jurídica de los Movimientos de Integración Centroamericana (Faculté de droit, Université d'El Salvador, 1966).

El Mercado Común Centroamericano y la ODECA (quatre conférences à l'Institut de culture hispanique, Madrid, Espagne, 1966).

La Integración Económica Centroamericana (quatre conférences à l'Institut de culture hispanique de Madrid, Espagne, 1968). Sous les auspices de la Faculté de droit comparé de Strasbourg.

El Conflicto entre El Salvador y Honduras (Séminaire de hautes études internationales de l'Université de Montevideo, Uruguay, août 1969).

La integración centroamericana y el conflicto entre El Salvador y Honduras (Centre de formation de fonctionnaires internationaux, Rio de Janeiro, Brésil).

/...

M. C. W. PINTO

(Sri Lanka)

/Original : anglais/

Né le 17 novembre 1931.

M. Pinto a fait ses études à l'UVA College du Badulla, et au Royal College de Columbo.

1951-1959

M. Pinto est entré à l'Université de Ceylan en 1951 et a obtenu un diplôme de droit avec mention en 1954. Après avoir été, brièvement, secrétaire d'un juge de la Cour suprême de Sri Lanka et avoir exercé la profession d'avocat, a reçu une bourse d'études pour se spécialiser en droit international à l'Université de Cambridge (Angleterre). Est entré au Magdalene College de Cambridge en 1956 et a obtenu en 1958 un diplôme d'études supérieures de droit international public et privé, et en 1959 un diplôme de recherche après avoir présenté une thèse relative aux "Déclarations unilatérales en droit international".

M. Pinto est avocat à la Cour suprême de Sri Lanka et barrister au Inner Temple.

1960-1962

En 1960, M. Pinto a été nommé juriste à l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne (Autriche). Au cours de ses trois années de service à l'Agence, il a formulé des avis sur la plupart des aspects importants des travaux de celle-ci, notamment en ce qui concerne la conclusion d'accords entre l'Agence et les Etats membres, la formulation des principes relatifs à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, la responsabilité des Etats en matière de dommages nucléaires, la formulation de normes et de mesures d'hygiène et de sécurité, de mesures préventives de la pollution de l'environnement par l'évacuation de déchets radioactifs, les relations entre l'Agence et l'Organisation des Nations Unies et les privilèges et immunités de l'Agence.

1963-1967

En 1963, M. Pinto est entré à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) en qualité de juriste. A ce titre, il s'est occupé de la négociation, de la rédaction, de la signature et de l'application des accords de prêt, de crédits de développement et autres conclus entre le Groupe de la Banque mondiale et les gouvernements membres et les institutions publiques. Il a participé, en étroite association avec le Conseiller juridique de la Banque mondiale et des experts de différents pays, à la rédaction de la Convention pour

/

le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, qui est entrée en vigueur le 14 octobre 1966, et par laquelle a été créé le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.

1967

Depuis 1967, M. Pinto est conseiller juridique auprès du Ministère de la défense et des affaires extérieures du Gouvernement de Sri Lanka, qui dépend directement du Premier Ministre. A ce titre, il donne des avis sur les incidences juridiques de toutes les mesures prises par le gouvernement dans le domaine des relations internationales; il a ainsi une vaste expérience pratique des questions de droit international.

Il a représenté son gouvernement à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1967, ainsi qu'à différentes conférences juridiques internationales, notamment la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968 et 1969), et au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1968, 1969, 1970, 1971), qui est aujourd'hui le Comité préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

En janvier 1971, M. Pinto a été élu par acclamation Rapporteur du Comité juridique consultatif africano-asiatique sur le droit de la mer.

En mars 1972, M. Pinto a été élu par acclamation Président du premier Groupe de travail créé dans le cadre du Comité préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer; ce groupe a été chargé d'élaborer le régime international du fond des mers au-delà de la juridiction nationale. Compte tenu des progrès réalisés au Groupe de travail sous la présidence de M. Pinto, il a été décidé de confier à ce groupe la dernière question dont doit s'occuper le Sous-Comité I, et qui est celle du mécanisme international relatif au fond des mers au-delà de la juridiction nationale.

M. Sompong SUCHARITKUL

(Thaïlande)

/Original : anglais/

Date et lieu de naissance : 4 décembre 1931, Bangkok

Titres universitaires et professionnels

Université d'Oxford	: B.A. avec mention (jurisprudence) 1953, M.A., D. Phil. (droit international) 1955;
Université de Paris (Faculté de droit)	: Doctorat en droit, 1954; Diplôme d'études supérieures de droit international public 1954;
Université Harvard (Faculté de droit)	: LL.M. (études juridiques internationales) 1956;
Middle Temple	: Barrister-at-law 1954;
Académie de droit international de La Haye	: Diplôme de l'Académie, 1958.

Postes actuels : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg; en même temps que chef de la Mission de la Thaïlande auprès de la Communauté économique européenne.

Fonctions exercées et expériences acquises dans le domaine du droit international et des relations internationales

1956	Chargé de cours de droit international et de relations internationales à l'Université de Chulalongkorn (Faculté des sciences politiques);
	Chargé de cours de droit économique international à l'Université de Thammasat (Division des hautes études, Faculté d'économie);
1959-1970	Membre du Conseil national de recherche thaïlandais, et jusqu'en 1967, secrétaire de la section juridique (organisme national);
Depuis 1959	Entré au Ministère des affaires étrangères;

1960	Deuxième secrétaire, Division juridique, Département des traités et des affaires juridiques;
1960-1970	Secrétaire du Comité national chargé de l'examen des traités et conventions et, depuis 1969, membre et secrétaire du Comité (organisme national);
1961	Conseiller, au nom du Gouvernement thaïlandais, auprès de la Cour internationale de Justice, La Haye, dans l'affaire du Temple de Phra Viharm;
1960, 1962, 1965, 1967, 1969 et 1971	Représentant de la Thaïlande à la Sixième Commission (juridique) de l Assemblée générale des Nations Unies;
1961-1966	Chef de la délégation thaïlandaise et représentant de la Thaïlande au Comité juridique consultatif africano-asiatique;
1963	Membre fondateur et secrétaire (1963-1965) du Conseil des affaires mondiales et du droit international de Thaïlande;
1963	Chef de Division du Département des organisations internationales;
1964	Participant à la Table ronde de professeurs de droit international du Sud-Est asiatique, Singapour;
1964-1967	Secrétaire du Ministre des affaires étrangères;
1965	Premier secrétaire, Département des organisations internationales,
1965	Observateur officiel représentant le Comité juridique consultatif africano-asiatique à la cinquième session du Comité juridique interaméricain;
1966-1967	Secrétaire général adjoint du secrétariat national du Conseil de l'Asie et du Pacifique (Thaïlande);
1967	Directeur des affaires de l'OTASE, Département des organisations internationales;
1967	Secrétaire exécutif de la deuxième réunion ministérielle du Conseil de l'Asie et du Pacifique, Bangkok;
1967	Secrétaire chargé de l'organisation de la session inaugurale de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Bangkok;

/...

1967	Elu représentant de la Thaïlande à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI);
1967	Participant à la Table ronde sur les problèmes de droit international en Asie, Hong-kong;
1967-1970	Secrétaire général du secrétariat national de la Thaïlande pour le Conseil de l'Asie et du Pacifique;
	Secrétaire général du secrétariat national de la Thaïlande pour l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est;
1968	Représente les pays asiatiques au premier Colloque de La Haye sur le droit commercial international;
1968-1970	Directeur général du Département économique du Ministère des affaires étrangères;
	Membre du Conseil de l'aviation civile de Thaïlande,
	Président du Comité interdépartemental de la coopération sociale et économique (organisme national);
1969	Elu président de la première réunion des services nationaux de coopération économique et sociale des pays d'Asie, Bangkok.
Depuis avril 1970	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg, en même temps que chef de la Mission de la Thaïlande auprès de la Communauté économique européenne;
Décembre 1970	Chef de la délégation thaïlandaise à la Conférence de La Haye sur le droit aérien;
Novembre-décembre 1971	Chef de la délégation thaïlandaise à la Conférence sur la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dûs à la pollution par les hydrocarbures, Bruxelles;
1972	Participant à la Conférence de Bellagio sur les droits individuels et l'Etat dans le domaine des affaires étrangères à laquelle il a présenté des communications;

Depuis 1972 : Vice-président du Comité de Bruxelles de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Publications relatives au droit international et aux relations internationales

En anglais

Ouvrages

State Immunities and Trading Activities in International Law, 1959, Stevens et Sons, Ltd., Londres;

Articles

The Rule of Law under the Legal System of Thailand, Journal de la Commission internationale des juristes, 1957;

The Problem of Defining Indirect Aggression and Subversion, Documents rassemblés en l'honneur de H. R. H. Krommun Naradhip Bongsprabandh, 1963;

The Outlouk of Afro-Asian Solidarity, Foreign Affairs Bulletin, vol. V, No. 2, 1965;

The Principles of Friendly Relations and Cooperation among States under the Charter of the United Nations, Saranrom Journal, 1963, 1966 et 1968;

The Second Afro-Asian Conference, Journal du Conseil des affaires mondiales et du droit international, vol. I, No 1, 1966;

Thailand and Regional Cooperation, Foreign Affairs Bulletin, vol. V, No. 6, 1966;

Good Offices as a Means of Settling Regional Differences, International Arbitration, Liber Amicorum en l'honneur de Martin Domke, 1967, publié sous la direction de Pieter Sanders, Martinus Nijhoff, La Haye;

Jus Cogens as an essential part of the Law of Treaties, document présenté à la Conférence mondiale de Bangkok sur la paix mondiale par le droit, 7-12 septembre 1969;

Individual Rights and the State in Foreign Affairs (rapport de pays : Thaïlande), juin 1972 (non publié);

En français

Les immunités juridictionnelles des navires publics affectés aux activités commerciales, Thèse, Paris, 1954;

En thai

Plusieurs rapports et articles sur le droit international, notamment : Ratification et force obligatoire des traités, Bot Pandit, 20 (1962-III), p. 562 à 586;

La Cour internationale, Journal du Conseil des affaires mondiales et du droit international, III (1971), p. 1 à 29;

Nationalité des personnes morales conformément au droit thaïlandais, mai 1972, 51 pages (non publié);

Rapports entre le droit national et le droit international dans le système juridique thaïlandais, août 1972, 51 pages (non publié).

Langues de travail : thai, anglais, français et espagnol.

M. Mario VALENZUELA

(Chili)

/Original : espagnol/

Né à Santiago le 13 mars 1927.

Etudes juridiques et diplômes

Etudes de droit à l'Université catholique et à l'Université du Chili. Licencié en sciences juridiques et sociales de l'Université du Chili (1955); membre de l'Ordre des avocats du Chili (1955); Doherty Fellow à l'Ecole des diplômés de la Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Université de Princeton, New Jersey (1953-1954); études de doctorat en droit international à l'Institut des hautes études internationales de Genève (1957-1958) et à l'Université de Londres (1959-1960); a obtenu une bourse "Alejandro Alvarez" à l'Académie de droit international de La Haye (1958); membre du Centre de recherches sur le droit international et les relations internationales de l'Académie de La Haye (1960). Senior Scholar au St. Anthony's College, Université d'Oxford (1961-1962), a participé au séminaire destiné aux conseillers juridiques gouvernementaux à l'Université Harvard (1970).

Carrière universitaire

Assistant de droit international au séminaire de droit public de l'Université du Chili (1954-1957); professeur assistant de droit international à l'Ecole des sciences politiques et administratives de l'Université du Chili (1957). Professeur à l'Académie diplomatique "Andrés Bello" du Ministère des relations extérieures du Chili (1964); professeur de droit international public à l'Ecole des sciences politiques et administratives de l'Université du Chili (1968). A donné des cours sur le droit de la mer à l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili (1970), et sur le droit international et la politique internationale à l'Académie de guerre et du haut commandement des forces armées du Chili (1971-1972).

Carrière et activités professionnelles

Est entré en 1949 au Ministère des relations extérieures du Chili. Conseiller juridique assistant (1950-1953); fonctionnaire du département politique (1956-1957); juriste au Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, Genève (1957-1958); secrétaire de l'ambassade du Chili au Royaume-Uni (1959-1961); chef du département des Nations Unies au Ministère des relations extérieures (1963-1964); conseiller juridique assistant (1964-1965); conseiller à l'ambassade du Chili dans la République Argentine (1965-1966); conseiller à l'ambassade du Chili en Equateur (1966-1968); chef du département des traités et sous-directeur du service juridique du Ministère des relations extérieures (1968-1970); conseiller juridique suppléant (1969-1970); ministre conseiller, sous-directeur des relations internationales (1970); depuis novembre 1970, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et directeur général du Ministère des relations extérieures, poste qu'il occupe actuellement. Ambassadeur en mission spéciale dans différents pays.

/

Participation à des conférences internationales

Secrétaire de la délégation chilienne à la deuxième réunion du Conseil interaméricain de jurisconsultes (1953); délégué à la Conférence spéciale interaméricaine sur la conservation des ressources naturelles (1956); délégué du Chili à la quatrième Conférence extraordinaire sur l'exploitation et la conservation des ressources marines du Pacifique sud, Quito (1967); représentant du Chili au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (1969); délégué à la Conférence des Etats latino-américains sur les questions du droit de la mer, Lima (1970); chef de la délégation chilienne à la première Assemblée ordinaire de l'Organisation des Etats américains, San José de Costa Rica (1971); chef de la délégation chilienne aux vingt-sixième et vingt-septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1971-1972).

Autres titres

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Membre de l'Association du droit international.

Membre de l'American Society of International Law.

Membre du British Institute of International and Comparative Law.

A donné des conférences et est l'auteur de nombreuses études et de nombreux articles sur des questions de droit international publiés dans des revues spécialisées chiliennes et étrangères. A reçu entre autres décorations : Grand-Croix de l'Ordre du Mérite de l'Equateur; Grand-Croix de l'Ordre du Soleil du Pérou; Grand-Croix de l'Ordre du Mérite de Boyacá de Colombie; Grand-Croix de l'Orden de Mayo al Mérito de la République Argentine.

Sir Francis VALLAT

(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

/Original : anglais/

Généralités

Francis Aimé Vallat, né le 25 mai 1912 à Saint-Quentin (France); marié le 15 avril 1939; une fille (née en 1941) et un fils (né en 1945). Etudes à Londres (Angleterre) (1917-1921) et Ontario (Canada) (1921-1929). Universités de Toronto, 1929-1932 (B.A. en droit, classe I) et Cambridge, 1932-1934 (LL.B., classe I). Barrister-at-Law, Gray's Inn, 1935. Enseignement et pratique du droit en Angleterre, 1935-1940. A servi dans l'armée pendant la guerre (R.A.F.V.R. - Transmissions), 1940-1945. A servi dans la diplomatie de 1945 à 1968. Directeur des études de droit international à King's College (Londres) et barrister à temps partiel depuis 1968.

Fonctions universitaires et analogues

Maître de conférences adjoint (droit) à l'Université de Bristol, 1935-1936. Tutor à temps partiel à la Faculté de droit de la Law Society de Londres, 1937-1939. Chargé de cours à l'Académie de droit international de La Haye, 1959. Professeur invité et Directeur par intérim de l'Institut du droit aérien et du droit de l'espace de l'Université McGill de Montreal (en congé spécial du Foreign Office), 1965-1966. Directeur des recherches sur l'interprétation des traités au Centre académique d'études et de recherches de La Haye, Section de langue anglaise, 1970. Nommé professeur de droit international public à l'Université de Londres, 1970.

Expérience diplomatique et dans les domaines connexes

Conseiller juridique assistant au Foreign Office (Grande-Bretagne), 1945-1950. Conseiller juridique à la délégation permanente du Royaume-Uni auprès de l'ONU et à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Washington, 1950-1954. Conseiller juridique adjoint au Foreign Office, 1954-1960. Conseiller juridique au Foreign Office, 1960-1968.

De 1946 à 1969, a participé à un grand nombre de conférences internationales en tant que membre de la délégation du Royaume-Uni, notamment :

1946 : Conférence sur la constitution de l'Organisation mondiale de la santé, New York.

1947 : Conseil des ministres étrangers, Moscou.

1948 : Conférence sur la constitution de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, Genève.

1948 : Conférence sur la sécurité en mer, Londres.

/...

1949 et 1950 : Réunions des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) Annecy et Genève.

1954 : Conférence de Genève sur l'Indochine et la Corée.

1952 et 1960 : Délégué suppléant à cinq sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

1960 : Conférence de Nicosie sur l'indépendance de Chypre.

1961 : Conférence de Vienne sur les relations diplomatiques (chef de délégation).

1964 : Conférence de Londres sur les pêcheries.

1968 et 1969 : Conférence de Vienne sur le droit des traités (chef de délégation).

Depuis 1949, a également participé à un grand nombre d'actions judiciaires internationales, dont les affaires suivantes :

1949 : Affaire des Minquiers et des Ecréhons, Cour internationale de Justice, La Haye, (stade préliminaire seulement).

1954 : Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité, Cour internationale de Justice, La Haye.

1956 : Affaire Ambatielos, arbitrage, Londres.

1956 : Recevabilité de demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain, Cour internationale de Justice, La Haye.

1957 et 1959 : Allégations de la Grèce relatives à des violations des droits de l'homme à Chypre, Commission européenne des droits de l'homme, Strasbourg (12 audiences).

1960 : Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, Cour internationale de Justice, La Haye.

1961 et 1962 : Enquête sur l'incident du "Red Crusader", Cour permanente d'arbitrage, La Haye.

1962 : Certaines dépenses des Nations Unies, Cour internationale de Justice, La Haye.

1963 : Affaire du Cameroun septentrional, Cour internationale de Justice, La Haye.

1969 et 1971 : Procédure orale dans certaines affaires dont était saisie la Commission européenne des droits de l'homme, Strasbourg.

Titres honorifiques et décorations

Nommé compagnon de l'ordre de St. Michael and St. George en 1955 et Knight Commander du même ordre en 1962.

Nommé au Conseil de la reine en 1961 et élu Master of the Bench de Gray's Inn en 1971.

Anciennement membre du Comité du Lord Chancellor sur le droit privé international.

Président du Comité du personnel de l'Union européenne occidentale, 1963-1967.

Inscrit depuis 1969, sur la proposition du Gouvernement du Royaume-Uni, sur la liste, tenue par l'ONU, des spécialistes dont les services peuvent être utilisés en vue de l'établissement des faits dans le domaine international (résolution 2329 (XXII) de l'Assemblée générale).

Egalement membre depuis de nombreuses années du Conseil d'édition de l'Annuaire britannique de droit international, du Conseil de gestion de l'Institut britannique de droit international et comparé, du Comité exécutif de l'Institut David Davies d'études internationales, et du Comité consultatif international de l'Institut du droit aérien et du droit de l'espace de l'Université McGill.

Membre du Conseil de l'Université de Londres, 1972-1973.

Directeur des études, Association de droit international, 1969-1972.

Membre associé de l'Institut de droit international depuis 1965.

Publications

Ouvrages

International Law and the Practioner, 1966.

An Introduction to the Study of Human Rights (édition et rédaction de l'introduction), 1972.

/...

Articles, etc.

La nationalité de la femme mariée, Canadian Bar Review, 1933.

L'enseignement du droit en Angleterre, Canadian Bar Review, 1937.

Note sur le plateau continental, British Year Book of International Law, 1946.

Note sur la propriété du fond des mers : les Etats-Unis d'Amérique contre l'Etat de Californie, British Year Book of International Law, 1947.

Le plateau continental, Rapport de la conférence tenue à Madrid par l'International Bar Association en 1952.

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, British Year Book of International Law, 1952.

Le droit à l'ONU, Annual Review of United Nations Affairs, 1953.

Le vote à l'Assemblée générale des Nations Unies, British Year Book of International Law, 1954.

Quelques aspects du droit de succession des Etats, Transactions of the Grotius Society, 1956.

La compétence de l'Assemblée générale des Nations Unies, Académie de La Haye, Recueil des cours, 1959.

Le droit international - Perspectives pour l'avenir, Year Book of World Affairs, 1964.

Les jugements déclaratoires, Current Legal Problemes, 1964.

Le réglement pacifique des différends, Cambridge Essays in International Law, 1965.

Hommage à Sir (William) Eric Beckett, K.C.M.G., Q.C. (1896-1966, dans I.C.L.Q., avril 1968 (en collaboration avec Sir Gerald Fitzmaurice).

Les traités relatifs à l'espace extra-atmosphérique, Journal of the Royal Aeronautical Society, septembre 1969.

La Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, dans Yearbook of the A.A.A. de l'Académie de droit international de La Haye, 1970, volume 40.

Avant-propos au rapport d'un groupe d'étude de l'Institut David Davies d'études internationales relatif aux aspects juridiques des différends internationaux, 1972.

Un chapitre consacré au droit international public dans Bibliographical Guide to the Law of the United Kingdom, deuxième édition par A. G. Chloros, 1973.

Egalement, un certain nombre de comptes rendus d'ouvrages divers et autres articles analogues.